

Naomi Klein : comment les géants des nouvelles technologies prévoient de profiter de la pandémie

Alors que le coronavirus continue de tuer des milliers de personnes chaque jour, les entreprises hi-tech profitent de l'occasion pour étendre leurs activités et leur puissance. Par Naomi Klein

<https://www.theguardian.com/news/2020/may/13/naomi-klein-how-big-tech-plans-to-profit-from-coronavirus-pandemic>

Republié avec la permission de The Intercept

Pendant quelques instants éphémères lors du briefing quotidien d'Andrew Cuomo, gouverneur de New York, sur le coronavirus le mercredi 6 mai, la sombre grimace qui a rempli nos écrans pendant des semaines a été brièvement remplacée par quelque chose qui ressemblait à un sourire.

"Nous sommes prêts, nous sommes tous d'accord", a lancé le gouverneur. "Nous sommes new-yorkais, donc nous sommes déterminés, nous sommes ambitieux ... Nous réalisons que le changement est non seulement imminent, mais il peut en fait être un ami s'il est fait de la bonne manière."

Ce qui a inspiré ces vibrations inhabituellement positives, c'était une visite par vidéo de l'ancien PDG de Google, Eric Schmidt, qui a rejoint le point presse du gouverneur pour annoncer qu'il dirigera un panel pour réinventer la réalité post-Covid de l'État de New York, en mettant l'accent sur l'intégration permanente de la technologie dans tous les aspects de la vie civile.

"Les premières priorités de ce que nous essayons de réaliser", a déclaré Schmidt, "se concentrent sur la télé-médecine, l'apprentissage à distance et le haut débit ... Nous devons rechercher des solutions qui peuvent être présentées maintenant et accélérées, et utiliser la technologie pour améliorer les choses." Pour qu'il n'y ait aucun doute sur les objectifs purement bien intentionnés de l'ancien président de Google, l'arrière-plan vidéo présentait une paire d'ailes d'ange dorées encadrées.

Un jour plus tôt, Cuomo avait annoncé un partenariat similaire avec la Fondation Bill et Melinda Gates pour développer *"un système éducatif plus intelligent"*. Qualifiant Gates de *"visionnaire"*, Cuomo a déclaré que la pandémie a créé *"un moment dans l'histoire où nous pouvons réellement incorporer et faire avancer les idées [de Gates]... pourquoi tous ces bâtiments, toutes ces salles de classe physiques, avec toute la technologie dont vous disposez ?"* demanda-t-il, de façon apparemment rhétorique.

Il a fallu un certain temps pour que cela se cristallise, mais quelque chose ressemblant à une stratégie cohérente du choc pandémique commence à émerger. Appelez cela le Screen New Deal [*screen = écran*]. Bien plus high-tech que tout ce que nous avons vu lors de catastrophes précédentes, l'avenir dans lequel on se précipite alors que les corps s'accumulent encore, traite nos dernières semaines d'isolement physique non pas comme une douloureuse nécessité pour sauver des vies, mais comme un laboratoire vivant pour un futur permanent - et très rentable - dénué de contact.

Anuja Sonalker, PDG de Steer Tech, une entreprise du Maryland vendant des technologies d'aide au stationnement, a récemment résumé le nouveau terrain personnalisé contre les virus. *"Il y a eu un réchauffement notable envers les technologies sans contact et sans humains"*, a-t-elle déclaré. *"Les humains sont des risques biologiques, pas les machines."*

C'est un avenir dans lequel nos maisons ne seront plus jamais des espaces exclusivement personnels, mais seront aussi, grâce à une connectivité numérique à haut débit, nos écoles, nos cabinets médicaux, nos salles de sports et, si l'État le décide, nos prisons. Bien sûr, pour bon nombre d'entre nous, ces mêmes maisons étaient déjà en train de devenir nos lieux de travail sans interruption et nos principaux lieux de divertissement avant la pandémie, et l'incarcération sous surveillance *"dans la communauté"* était déjà en plein essor. Mais dans l'avenir qui se construit à la hâte, toutes ces tendances sont prêtes pour une accélération à la vitesse de l'éclair.

C'est un avenir dans lequel, pour les privilégiés, presque tout sera livré à domicile, soit virtuellement par streaming et technologie du cloud, soit physiquement par un véhicule sans conducteur ou un drone, puis *"partagé"* par écran sur une plateforme médiatisée. C'est un avenir qui emploie beaucoup moins d'enseignants, de médecins et de chauffeurs. Il n'accepte ni espèces ni cartes de crédit (sous couvert de lutte contre les virus), et a un transport en commun squelettique et beaucoup moins d'art vivant. C'est un avenir qui prétend être géré par *"l'intelligence artificielle"*, mais qui est en fait soutenu par des dizaines de millions de travailleurs anonymes dissimulés dans des entrepôts, des centres de données, des centres de modération des contenus, des ateliers clandestins électroniques, des mines de lithium, des fermes industrielles, des usines de transformation de la viande et des prisons, où ils sont laissés sans protection contre les maladies et l'hyper exploitation. C'est un avenir dans lequel chacun de nos mouvements, de nos mots, de nos relations peut être pisté, tracé et exploité grâce à des collaborations sans précédent entre le gouvernement et les géants des technologies informatiques.

Si tout cela vous semble familier, c'est parce qu'avant le Covid, cet avenir s'appuyant sur des applications précises et alimenté par des concerts nous était vendu au nom d'un confort et d'une individualisation sans friction. Mais beaucoup d'entre nous avaient des craintes pour la sécurité, la qualité et les inégalités de la télé-médecine et des salles de classe en ligne ; envers les voitures sans conducteur fauchant des piétons, et des drones fracassant des colis (et des personnes) ; envers la géolocalisation et le commerce sans argent qui détruisent notre vie privée et renforcent la discrimination raciale et sexuelle ; envers les plateformes de médias sociaux sans scrupules qui intoxiquent notre écologie de l'information et la santé mentale de nos enfants ; envers les *"villes intelligentes"* remplies de capteurs qui se substituent au gouvernement local ; envers les bons emplois que ces technologies ont détruits et les mauvais emplois qu'elles ont produits en masse.

Et surtout, nous nous inquiétons de la richesse et du pouvoir accumulés par une poignée d'entreprises hi-tech qui menacent la démocratie et sont passés maîtresses dans l'art de la démission - en évitant toute responsabilité pour les ruines qu'elles laissent derrière elles dans les domaines qu'elles dominent maintenant, que ce soit les médias, la vente au détail ou les transports .

C'était le bon vieux passé, également connu sous le nom de Février. Aujourd'hui, un très grand nombre de ces craintes bien fondées sont balayées par un vent de panique, et cette dystopie réchauffée est en train de se refaire une beauté dans l'urgence. Maintenant, avec en arrière plan une mort massive, on nous la vend avec la promesse douteuse que ces technologies sont le seul moyen possible de protéger nos vies contre les pandémies, les clés indispensables pour assurer notre sécurité et celle de nos proches.

Grâce à Cuomo et à ses divers partenariats avec des milliardaires (dont un avec Michael Bloomberg

pour les tests et le traçage), l'État de New York se positionne comme la superbe vitrine de ce sombre avenir - mais les ambitions vont bien au-delà des frontières d'un État ou d'un pays.

Et au centre de tout cela, on trouve Eric Schmidt.

Bien avant que les États-Uniens ne comprennent la menace de la maladie Covid-19, Schmidt avait mené une campagne de lobbying et de relations publiques agressive pour promouvoir précisément la conception de la société de **Black Mirror**. Andrew Cuomo vient de le charger de procéder à sa réalisation. Le cœur de cette conception est l'intégration parfaite du gouvernement avec une poignée de géants de la Silicon Valley - les écoles publiques, les hôpitaux, les cabinets de médecins, la police et l'armée sous-traitant (à un coût élevé) bon nombre de leurs fonctions de base à des entreprises technologiques privées.

C'est cette conception que Schmidt a défendue en tant que président du Defense Innovation Board, qui conseille le ministère états-unien de la Défense sur l'utilisation accrue de l'intelligence artificielle dans l'armée, et en tant que président de la puissante Commission de sécurité nationale sur l'intelligence artificielle, ou NSCAI, qui conseille le Congrès sur *"les progrès de l'intelligence artificielle, les développements liés à l'apprentissage automatique et les technologies associées"*, dans le but de répondre *"aux besoins de sécurité nationale et économique des États-Unis, y compris le risque économique"*. Les deux conseils sont bourrés de PDG puissants de la Silicon Valley et de cadres supérieurs d'entreprises telles que Oracle, Amazon, Microsoft, Facebook et bien sûr, d'anciens collègues de Schmidt chez Google.

En tant que président, Schmidt - qui détient toujours plus de 5,3 milliards de dollars d'actions d'**Alphabet** (la société mère de Google), ainsi que d'importants investissements dans d'autres sociétés de technologie - a essentiellement mené une période d'essai basée à Washington pour le compte de la Silicon Valley. Le principal objectif des deux conseils est de demander des augmentations exponentielles des dépenses publiques pour les recherches sur l'intelligence artificielle et sur les infrastructures technologiques comme la 5G - des investissements qui bénéficieraient directement aux entreprises dans lesquelles Schmidt et d'autres membres de ces conseils détiennent des participations importantes. .

L'idée de Schmidt d'abord présentée à huis clos à des législateurs, puis dans des articles d'opinion et des interviews destinés au public, est que, depuis que le gouvernement chinois est prêt à dépenser des fonds publics illimités pour construire l'infrastructure de surveillance de haute technologie, tout en permettant à des entreprises technologiques chinoises comme Alibaba, Baidu et Huawei d'empocher les bénéfices des applications commerciales, la position dominante des États-Unis dans l'économie mondiale est sur le point de s'effondrer.

L'Electronic Privacy Information Center (Epic) a récemment eu accès, par une demande d'accès à l'information (FOI), à une présentation faite par la Commission de sécurité nationale sur l'intelligence artificielle ou NSCAI de Schmidt en mai 2019. Ses diapositives font une série de déclarations alarmistes sur la façon dont l'infrastructure réglementaire relativement laxiste de la Chine et son appétit insatiable pour la surveillance l'amènent à devancer les États-Unis dans un certain nombre de domaines, notamment *"l'Intelligence Artificielle pour le diagnostic médical"*, les véhicules autonomes, l'infrastructure numérique, les *"villes intelligentes"*, le co-voiturage et le commerce sans espèces.

Les raisons avancées pour expliquer l'avantage concurrentiel de la Chine sont innombrables, allant du simple volume de consommateurs qui achètent en ligne; du *"manque de systèmes bancaires traditionnels en Chine"*, ce qui lui a permis de faire l'impasse sur les espèces et les cartes de crédit et de déclencher *"un énorme marché du commerce électronique et des services numériques"* en

utilisant les paiements numériques; et une grave pénurie de médecins, ce qui a conduit le gouvernement à travailler en étroite collaboration avec des entreprises technologiques telles que Tencent pour utiliser l'Intelligence Artificielle pour la médecine *"prédictive"*. Les diapositives notent qu'en Chine, les entreprises technologiques *"ont le pouvoir de lever rapidement les barrières réglementaires, tandis que les initiatives états-uniennes sont empêtrées dans le respect des règles de l'HIPPA et de l'approbation de la FDA"*.

Plus que tout autre facteur, cependant, la Commission de sécurité nationale sur l'intelligence artificielle souligne que la raison de l'avantage concurrentiel de la Chine est sa volonté d'adopter des partenariats public-privé dans la surveillance de masse et la collecte de données. La présentation vante le *"soutien et l'implication explicite du gouvernement, par exemple le déploiement de la reconnaissance faciale"*. Elle fait valoir que *"la surveillance est l'un des « premiers et meilleurs clients » pour l'Intelligence Artificielle"* et qu'en outre *"la surveillance de masse est l'application miracle pour l'approfondissement des connaissances"*.

Une diapositive intitulée "State Datasets: Surveillance = Smart Cities" note que la Chine, ainsi qu'Alibaba, le principal concurrent chinois de Google, nous distancent rapidement.

Cela est d'autant plus important parce que la société mère de Google, Alphabet, a essayé de promouvoir cette conception précise à travers sa division Sidewalk Labs, en choisissant une grande partie de Toronto au bord du lac, comme prototype de *"ville intelligente"*. Mais le projet de Toronto vient de s'arrêter après deux ans de controverse incessante à propos des énormes quantités de données personnelles qu'Alphabet voulait collecter, du manque de protection de la vie privée et des avantages discutables pour la ville dans son ensemble.

Cinq mois après cette présentation, en novembre, la Commission de sécurité nationale sur l'intelligence artificielle publiait un rapport intérimaire au Congrès et tirait la sonnette d'alarme sur la nécessité pour les États-Unis de se mettre au niveau d'adaptation de la Chine à ces technologies controversées. *"Nous sommes dans une compétition stratégique"*, précise le rapport, obtenu grâce à Liberté d'information par Epic. *"L'Intelligence Artificielle sera centrale. L'avenir de notre sécurité nationale et celui de notre économie sont en jeu."*

Fin février, Schmidt présentait sa campagne au public, comprenant peut-être que les augmentations budgétaires demandées par son conseil d'administration ne pouvaient pas être approuvées sans faire preuve de beaucoup plus de persuasion. Dans un article du New York Times intitulé *J'avais l'habitude de diriger Google. La Silicon Valley pourrait perdre face à la Chine*, Schmidt en appelait à *"des partenariats sans précédent entre le gouvernement et l'industrie"* et, une fois de plus, alertait sur le péril jaune. Il écrivait:

"L'Intelligence Artificielle ouvrira de nouvelles frontières dans tous les domaines, des biotechnologies aux opérations bancaires, et c'est aussi une priorité du ministère de la défense... Si les tendances actuelles se poursuivent, les investissements globaux de la Chine dans la recherche et le développement devraient dépasser ceux des États-Unis d'ici 10 ans, à peu près au moment même où il est prévu que son économie devienne plus importante que la nôtre."

À moins que ces tendances ne changent, nous serons en concurrence dans les années 2030, avec un pays qui a une économie plus importante, plus d'investissements dans la recherche et le développement, une recherche meilleure, un déploiement plus large des nouvelles technologies et une infrastructure informatique plus solide... En fin de compte, les Chinois se battent pour devenir les leaders de l'innovation mondiale et les États-Unis ne jouent pas pour gagner."

La seule solution, pour Schmidt, est que l'argent public coule à flots. Louant la Maison Blanche pour avoir demandé un doublement du financement de la recherche en Intelligence Artificielle et en science de l'information quantique, il écrivait: *"Nous devrions envisager de doubler à nouveau le financement dans ces domaines pendant que nous renforçons les capacités institutionnelles dans les laboratoires et les centres de recherche... En même temps, le Congrès devrait répondre positivement à la demande du président d'obtenir le plus haut niveau de financement en Recherche & Développement pour la défense en 70 ans, et le ministère de la défense devrait capitaliser sur cette augmentation des ressources pour construire des capacités révolutionnaires dans l'Intelligence Artificielle, le quantique, l'hypersonique et d'autres domaines technologiques prioritaires."*

C'était exactement deux semaines avant que l'épidémie de coronavirus ne soit déclarée pandémie, et rien n'indiquait qu'un objectif de cette vaste expansion de haute technologie était de protéger la santé des Etats-Uniens. Il fallait seulement éviter d'être dépassé par la Chine. Mais, bien sûr, cela devait vite changer.

Au cours des deux mois qui ont suivi, Schmidt a fait subir à ces demandes préexistantes - dépenses publiques massives sur la recherche et les infrastructures de haute technologie, multitude de *"partenariats public-privé"* dans l'IA, et assouplissement d'un grand nombre de réglementations protégeant la vie privée et de la sécurité - une opération de relookage agressif. Maintenant, toutes ces mesures (et d'autres) sont vendues au public comme notre seul espoir possible de nous protéger d'un nouveau virus qui sera avec nous dans les années à venir.

Et les entreprises hi-tech avec lesquelles Schmidt a des liens étroits et qui peuplent les comités consultatifs influents qu'il préside, se sont toutes repositionnées en protectrices bienveillantes de la santé publique et en championnes ardentes de ces travailleurs indispensables, ces *"héros du quotidien"* (dont beaucoup, comme les chauffeurs-livreurs, perdraient leur emploi si ces entreprises obtenaient gain de cause). Moins de deux semaines après le verrouillage de l'Etat de New York, Schmidt a écrit un article pour le Wall Street Journal qui a donné le ton et a clairement indiqué que la Silicon Valley avait l'intention de tirer parti de la crise pour une transformation permanente.

"Comme d'autres Etats-Uniens, les technologues tentent de faire leur part pour soutenir la riposte en première ligne à la pandémie..."

Mais chaque Etats-Unien devrait se demander où nous voulons que la nation soit lorsque la pandémie Covid-19 sera terminée. Comment les technologies émergentes déployées dans la crise actuelle peuvent-elles nous propulser vers un avenir meilleur ? ... Des entreprises comme Amazon savent approvisionner et distribuer efficacement. Elles devront fournir des services et des conseils aux représentants du gouvernement qui n'ont pas les systèmes informatiques et l'expertise.

Nous devrions également accélérer la tendance à l'apprentissage à distance, qui est testé aujourd'hui comme jamais auparavant. En ligne, il n'y a aucune exigence de proximité, ce qui permet aux élèves de s'instruire auprès des meilleurs professeurs, quel que soit le district scolaire dans lequel ils résident...

La nécessité d'une expérimentation rapide et à grande échelle accélérera également la révolution biotechnologique... Enfin, le pays attend depuis longtemps une véritable infrastructure numérique... Si nous voulons construire une future économie et un système éducatif basés sur le tout-télé, nous avons besoin d'une population connectée et d'une infrastructure ultra-rapide. Le gouvernement doit investir massivement - peut-être dans le

cadre d'un plan de relance - pour convertir l'infrastructure numérique du pays en plates-formes cloud et les relier à un réseau 5G."

En fait, Schmidt n'a ménagé aucun effort pour promouvoir cette conception. Deux semaines après la publication de cet article, il décrivait les programmes d'enseignement à domicile ponctuels que les enseignants et les familles du pays avaient été contraints de bricoler pendant cette urgence de santé publique comme *"une expérience massive d'apprentissage à distance"*.

Le but de cette expérience, disait-il, était *"d'essayer de découvrir comment les enfants apprennent à distance. Et avec ces données, nous devrions être en mesure de créer de meilleurs outils d'apprentissage à distance et de télé-apprentissage qui, lorsqu'ils sont combinés avec l'enseignant... aideront les enfants à mieux apprendre."* Au cours de ce même appel vidéo, organisé par l'Economic Club of New York, Schmidt a également appelé à plus de télé-médecine, plus de 5G, plus de commerce numérique et le reste de la liste préexistante de souhaits. Tout cela au nom de la lutte contre le virus.

Son commentaire le plus révélateur, cependant, était le suivant: *"Les avantages de ces entreprises, que nous aimons dénigrer, en termes de capacité de communication, de traitement de la santé, d'obtention des informations, sont énormes. Pensez à ce que serait votre vie aux Etats-Unis sans Amazon."* Il ajoutait que les gens devraient *"être un peu reconnaissants envers ces entreprises qui ont obtenu le capital, procédé aux investissements, construit les outils que nous utilisons actuellement et qui nous ont vraiment aidés"*.

Les paroles de Schmidt nous rappellent que, jusqu'à très récemment, le rejet de ces entreprises par les citoyens était en plein essor. Les candidats à la présidentielle discutaient ouvertement du démantèlement des géants de la hi-tech. Amazon a été contraint de retirer ses plans pour un siège social à New York en raison de l'opposition locale féroce. Le projet Google Sidewalk Labs était en crise permanente, et les employés de Google refusaient de développer une technologie de surveillance avec des applications militaires.

En bref, la démocratie - cet engagement gênant des citoyens dans l'élaboration des institutions et des espaces publics critiques - se révélait être le plus grand obstacle allant à l'encontre de la conception de Schmidt, d'abord depuis son poste au sommet de Google et Alphabet, puis en tant que président de deux comités puissants conseillant le Congrès états-unien et le ministère de la Défense. Comme le révèlent les documents de la Commission de sécurité nationale sur l'intelligence artificielle, cet exercice incommode du pouvoir par les citoyens et par les travailleurs de ce secteur technologique au sein de ces méga-entreprises a, du point de vue d'hommes tels que Schmidt et du PDG d'Amazon, Jeff Bezos, ralenti de manière affolante la course aux armements de l'Intelligence Artificielle, empêchant des flots de voitures et de camions sans conducteur - potentiellement mortels - de rouler sur les routes, empêchant que les dossiers de santé privés ne deviennent une arme utilisée par les employeurs contre les travailleurs, empêchant que les espaces urbains se soient complètement quadrillés avec un logiciel de reconnaissance faciale, et bien plus encore.

Maintenant, au milieu du carnage que cette pandémie provoque, et de la peur et de l'incertitude qu'elle suscite quant à l'avenir, ces entreprises voient clairement le moment venu pour elles de balayer tout cet engagement démocratique et d'avoir le même genre de pouvoir que leurs concurrents chinois, qui ont le luxe de fonctionner sans être gênés par l'intervention des droits des travailleurs ou des citoyens.

Tout cela va très vite. Le gouvernement australien a passé un contrat avec Amazon pour stocker les données de son application controversée de suivi du coronavirus. Le gouvernement canadien a conclu un contrat avec Amazon pour la livraison de matériel médical, ce qui soulève des questions

sur les raisons pour lesquelles il a contourné le service postal public. Et en quelques jours seulement au début du mois de mai, Alphabet a lancé une nouvelle initiative de Sidewalk Labs pour refaire les infrastructures urbaines avec 400 millions de dollars comme capital de lancement. Josh Marcuse, directeur exécutif du Defense Innovation Board présidé par Schmidt, a annoncé qu'il quittait ce poste pour travailler à temps plein chez Google en tant que responsable de la stratégie et de l'innovation pour le secteur public mondial, ce qui signifie qu'il aidera Google à tirer profit de certaines des nombreuses opportunités que lui et Schmidt ont activement créées avec leur lobbying.

Pour être clair, la technologie est certainement un élément clé de la façon dont nous devons protéger la santé publique dans les mois et les années à venir. Mais la question est de savoir si cette technologie sera soumise à l'exercice de la démocratie et du contrôle citoyen, ou si elle sera déployée dans l'hystérie de l'état d'exception, sans nous poser des questions essentielles sur les facteurs qui façonneront notre vie pour les décennies à venir. Des questions comme celles-ci, par exemple : si nous voyons en effet à quel point la connectivité numérique joue un rôle déterminant en temps de crise, ces réseaux et nos données devraient-ils vraiment être entre les mains d'acteurs privés tels que Google, Amazon et Apple ? Si les fonds publics les financent autant, est-ce que les citoyens ne devraient pas les posséder et les contrôler ? Si Internet est essentiel pour tant de choses dans nos vies, comme c'est clairement le cas, ne devrait-il être traité comme un service public à but non lucratif ?

Et s'il ne fait aucun doute que la capacité de téléconférence a été une bouée de sauvetage en cette période de confinement, il y a de sérieux débats à avoir pour savoir si nos protections les plus durables ne sont pas nettement plus humaines. Prenez l'éducation. Schmidt a raison de dire que les salles de classe surpeuplées présentent un risque pour la santé, au moins jusqu'à ce que nous ayons un vaccin. Alors que diriez-vous d'embaucher le double d'enseignants et de réduire de moitié la taille des classes ? Que diriez-vous de vous assurer que chaque école a une infirmière ?

Cela créerait des emplois indispensables dans une crise de chômage en période de dépression et donnerait à chacun dans le monde de l'éducation plus de marge de manœuvre. Si les bâtiments sont trop remplis, que diriez-vous de diviser la journée en quarts de travail et d'avoir plus d'éducation en plein air, en vous appuyant sur les nombreuses recherches qui montrent que le temps passé dans la nature améliore la capacité des enfants à apprendre ?

Il serait certes difficile d'introduire ce genre de changements. Mais ils ne sont pas et de loin, aussi risqués que d'abandonner la technologie éprouvée d'humains formés qui enseignent à de jeunes humains en face à face, dans des groupes où ils apprennent à se socialiser les uns avec les autres pour démarrer.

En apprenant le nouveau partenariat de l'État de New York avec la Fondation Gates, Andy Pallotta, président du syndicat United Teachers de l'État de New York, n'a pas tardé à réagir: *"Si nous voulons repenser l'éducation, commençons par répondre au besoin en travailleurs sociaux, en conseillers en santé mentale, en infirmières scolaires, en cours d'arts enrichissants, en cours avancés et en classes plus petites dans les districts scolaires partout dans l'État"*, a-t-il déclaré. Une coalition de groupes de parents a également souligné que s'ils avaient effectivement vécu une *"expérience d'apprentissage à distance"* (comme le dit Schmidt), les résultats étaient par contre profondément inquiétants: *"Depuis la fermeture des écoles à la mi-mars, notre compréhension des lacunes profondes de l'enseignement sur écran n'a fait que grandir."*

En plus des préjugés évidents de classe et de race contre les enfants qui ne disposent pas d'un accès à Internet et d'ordinateurs personnels (les entreprises technologiques sont impatientes d'être payés pour résoudre ce problème par des achats technologiques massifs), il y a de grandes questions

à savoir si l'enseignement à distance peut servir à de nombreux enfants handicapés , comme l'exige la loi. Et il n'y a pas de solution technologique au problème de l'apprentissage dans un environnement familial surpeuplé et/ou violent.

La question n'est pas de savoir si les écoles doivent changer face à un virus hautement contagieux pour lequel nous n'avons ni remède ni vaccin. Comme toute institution où les humains se rassemblent en groupes, elles changeront. Le problème, comme toujours en ces moments de choc collectif, est l'absence de débat public sur ce à quoi ces changements devraient ressembler et à qui ils devraient bénéficier - aux entreprises technologiques privées ou aux élèves ?

Les mêmes questions doivent être posées à propos de la santé. Éviter les cabinets de médecins et les hôpitaux pendant une pandémie est tout à fait logique. Ce qui n'est pas le cas de la télé-médecine. Nous devons donc avoir un débat factuel sur les avantages et les inconvénients de dépenser des ressources publiques limitées en télé-médecine - plutôt que sur des infirmières plus formées, équipées de tout l'équipement de protection nécessaire, qui sont capables de faire des visites à domicile pour diagnostiquer et traiter les patients dans leurs maisons. Et, plus urgent peut-être, nous devons trouver le juste équilibre entre les applications de suivi des virus, qui, avec les protections de confidentialité appropriées, ont un rôle à jouer, et les appels à un "corps de santé communautaire" qui mettrait des millions d'États-Uniens au travail, non seulement en recherchant les contacts, mais en s'assurant que chacun dispose des ressources matérielles et du soutien dont il a besoin pour se mettre en quarantaine en toute sécurité.

Dans chaque cas, nous sommes confrontés à des choix réels et difficiles, entre investir dans l'humain et investir dans la technologie. Parce que la vérité brutale est que, dans l'état actuel des choses, il est très peu probable que nous fassions les deux. Le refus de transférer quoi que ce soit, comme les ressources nécessaires aux États et aux villes dans le cadre de plans de sauvetage fédéraux successifs, signifie que la crise sanitaire du coronavirus est maintenant en train de nous précipiter la tête la première dans une crise d'austérité fabriquée. Les écoles publiques, les universités, les hôpitaux et les transports en commun sont confrontés à des questions existentielles quant à leur avenir. Si les entreprises hi-tech remportent leur féroce campagne de lobbying pour l'apprentissage à distance, la télé-médecine, la 5G et les véhicules sans conducteur - leur "Screen New Deal" - il n'y aura tout simplement plus d'argent pour les priorités d'intérêt général urgentes, sans parler du Green New Deal dont notre planète a un besoin urgent . Au contraire : le prix à payer pour tous ces gadgets clinquants sera le licenciement massif d'enseignants et la fermeture d'hôpitaux.

La technologie nous fournit des outils puissants, mais toutes les solutions ne sont pas technologiques. En externalisant des décisions clés sur la façon de "*ré-imaginer*" nos États et nos villes vers des hommes comme Bill Gates et Schmidt, on se heurte au fait que ces hommes ont passé leur vie à manifester leur croyance qu'il n'y a aucun problème que la technologie ne puisse résoudre.

Pour eux, et pour beaucoup d'autres dans la Silicon Valley, la pandémie est une occasion en or de recevoir non seulement la gratitude, mais aussi le respect et le pouvoir qu'on leur a injustement refusés. Et Andrew Cuomo, en confiant à l'ancien président de Google la responsabilité de l'instance qui façonnera la réouverture de l'État, semble lui avoir donné quelque chose qui ressemble beaucoup à une carte blanche.

Googletranslate et relecture et correction par Christian Berdot